

La dette publique

Propos recueillis
par Brigitte Trudel



La plus que dette

Le Québec est endetté. Beaucoup. Si les analystes s'entendent pour dire qu'il est impératif de réagir, chacun a son idée sur les avenues à emprunter pour redresser l'économie. Productivité, éducation, leadership, action citoyenne : les éléments dont dépend l'avenir financier du Québec déborderaient-ils la simple gestion comptable de sa dette ?



C. HAYEUR / AGENCE STOCK

Entrevue / François Dupuis et Bernard Élie

François Dupuis est vice-président et économiste en chef aux Études économiques du Mouvement Desjardins. En 2006, il a été l'un des principaux collaborateurs à la rédaction d'une étude réalisée par le Mouvement Desjardins et le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) portant sur le défi des finances publiques du Québec.

Bernard Élie est aussi économiste et enseigne au Département d'économie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ses domaines de spécialisation sont le système monétaire et la structure du crédit, l'économie financière internationale, les institutions et la conjoncture économique de même que l'endettement généralisé.

La dette du Québec : vrai ou faux problème ?

RND L'endettement du Québec a-t-il atteint un seuil critique ?

François Dupuis Oui, la situation est critique. Pour plusieurs raisons. Premièrement, notre dette est la plus élevée de toutes les provinces canadiennes. Deuxièmement, notre capacité de payer a atteint ses limites : c'est au Québec que les dépenses publiques sont les plus élevées au Canada. Troisièmement, notre productivité est plus faible que celle de nos grands partenaires commerciaux. Finalement, nous nous préparons à vivre un choc démographique : la population canadienne vieillira rapidement et celle du Québec, encore davantage, notamment parce que notre taux de natalité a été plus faible au cours du dernier demi-siècle. Résultat : d'un côté une augmentation prévisible du coût des programmes sociaux comme les services de santé et, de l'autre, une diminution importante des travailleurs qui contribuent à la cagnotte de l'État. Tous ces facteurs nous rendent très vulnérables à d'éventuelles secousses extérieures, comme une hausse des taux d'intérêt.

Bernard Élie Non. Notre situation n'est pas catastrophique si on la compare à celle d'autres pays d'Europe et à celle des États-Unis. Est-il nécessaire de rappeler que la dette américaine s'élève à 8000 milliards de dollars, ce qui fait des États-Unis le pays le plus endetté du monde *per capita* ? Quant à la

baisse du nombre de travailleurs dans l'avenir, on oublie trop souvent que la majorité des baby-boomers bénéficient d'un fonds de pension sur lequel l'État percevra des redevances. Autrement dit, les personnes âgées de demain continueront à contribuer aux revenus de l'État.

F. Dupuis Mais les montants provenant de ces fonds ne seront pas énormes et, en plus, les retraités devront vivre avec cet argent sur une plus longue période. On peut donc penser que l'État n'en tirera pas d'énormes revenus.

B. Élie Voilà pourquoi il faut repenser notre stratégie. D'une part, la retraite doit être repensée. D'autre part, il faut viser à augmenter les salaires des futurs travailleurs afin que l'État tire suffisamment de revenus de leurs impôts, même s'ils sont moins nombreux. On y arrivera notamment en améliorant leurs compétences. Oui, le Québec doit devenir beaucoup plus productif et concurrentiel qu'il ne l'est actuellement. Mais, pour ce faire, il doit davantage investir en recherche, en éducation et dans la formation.

F. Dupuis Il y a toutefois un problème : l'État a peu de marge de manœuvre. La santé, l'éducation et les intérêts sur la dette comptent déjà pour 75 % de ses dépenses annuelles. Autre signe que les choses ne vont pas très bien : l'État est maintenant obligé de boucler le budget avec une loterie et un monopole sur la vente d'alcool – 1,5 milliard de dollars proviennent de Loto-Québec et 2 milliards de la SAQ (NDLR : Sur un

budget total d'environ 60 milliards). Ça me dépasse. La dette prend vraiment trop de place. Il faut s'y attaquer.

B. Élie La situation doit être prise au sérieux, j'en conviens. Mais elle n'est pas hors de contrôle. Je veux bien que l'on s'attaque à la dette, mais il ne faudrait surtout pas le faire au détriment des programmes sociaux. Si l'on choisissait de faire des coupes dans ces programmes, on hypothéquerait par ricochet la productivité du Québec. Entre autres, les écarts de revenus s'accroîtraient – d'ailleurs, la tendance à cet égard est déjà inquiétante – et, sur le strict plan économique, c'est loin d'être un bon choix, parce que les pauvres ne font pas tourner l'économie d'une société et que les riches vont dépenser leur fortune ailleurs. Sur le plan social, on connaît les conséquences...

Les vieux ont-ils bloqué l'avenir des jeunes ?

RND La dette du Québec pose-t-elle un problème d'équité entre les générations ?

B. Élie Mes étudiants ont entre 20 et 23 ans. Ils font partie de la première génération qui sera touchée par le choc démographique. Oui, l'avenir est plus préoccupant pour eux que pour nous, que l'on venait recruter sur les bancs d'école. Par contre, ces jeunes sont aussi les premiers qui pourront recevoir un héritage important de leurs parents, maintenant ou plus tard, que ce soit en biens immobiliers ou en argent.

F. Dupuis Il y aura bel et bien des transferts de richesse, mais pas assez pour assurer l'avenir des générations futures. Cela dit, sur les quelque 120 milliards que les parents de ces jeunes ont empruntés, 87 milliards sont allés à des dépenses courantes, des dépenses d'« épicerie » (salaires, entretien, etc.). Que reste-t-il aux jeunes ? Tout ça n'est pas très équitable.





B. Élie Mais il faut considérer qu'une partie de ces dépenses courantes a servi à l'entretien d'infrastructures comme des hôpitaux et des écoles qui déjà leur servent. Ces dépenses de fonctionnement étaient essentielles et font aussi partie de l'héritage que nous laisserons.

F. Dupuis Oui, on lègue aux jeunes des infrastructures en héritage, mais la plupart nécessitent des investissements majeurs. Je pense aux routes, aux viaducs, etc.

B. Élie L'équité, ça ne se limite pas à des calculs comptables. Tenez : 40% des garçons ne terminent pas leurs études secondaires. C'est un scandale ! Ça aussi, ce n'est pas équitable. Si l'on ne fait rien contre le

décrochage scolaire, que laisse-t-on comme héritage à nos enfants ? Une société d'analphabètes fonctionnels ? Il ne faudrait surtout pas prendre prétexte de la dette pour réduire les sommes investies en éducation par exemple.

F. Dupuis C'est assurément un problème majeur. D'autant que plusieurs de ces jeunes décrocheurs seront plus tard à la charge de l'État. Par contre, si l'on ne se préoccupe pas aujourd'hui de notre avenir financier collectif, plusieurs jeunes se diront : « Le Québec ? Non merci, ce n'est pas une société assez prospère », et ils iront s'établir ailleurs, emportant avec eux leur savoir. Déjà, le Québec perd des cerveaux. La situation pourrait empirer si l'on ne réagit pas.